



De l'essor de l'humanité à l'hiver démographique. Une politique nataliste pour demain ?

La décroissance prévisible de la population terrestre doit plutôt être vue comme un facteur positif de développement à long terme. La transition peut néanmoins être délicate. Les politiques natalistes risquent de privilégier le nombre par rapport à l'investissement dans chaque enfant. Au contraire, je prône le développement des incitants à la formation ainsi qu'à la mobilité sociale et internationale.

David de la Croix¹

Dès que l'on s'intéresse au développement à moyen et long termes de nos sociétés, la démographie s'impose comme un facteur déterminant. «Demography is Destiny» dit Pearce (2010). En quelques années, la crainte d'une explosion insoutenable de la population mondiale s'est apaisée, et a fait place à la crainte de l'hiver démographique, une situation où les sociétés les plus développées en premier, et le monde entier par la suite, seraient composées d'une population vieille, incapable de subvenir à ses besoins, et ayant perdu tout dynamisme (voir Pearce, 2010, chapitres 10-11). Dans cet article, je pose la question de savoir s'il y a lieu de mener une politique nataliste pour faire face à cette éventualité. Nous verrons que la réponse est plutôt mitigée. En effet, d'une part, les politiques natalistes risquent de privilégier le nombre par rapport à l'investissement dans chaque enfant. D'autre part, leurs effets sont faibles, sauf à long terme. Au contraire des politiques natalistes, je prônerai plutôt d'accroître les politiques visant à promouvoir le capital humain, la mobilité sociale et la mobilité des personnes.

Je présenterai d'abord quelques faits saillants en matière d'évolution démographique. Dans une deuxième section je résumerai ce que la théorie économique nous apprend sur le lien entre population et croissance. La troisième section passera en revue les politiques démographiques possibles et impossibles, de la plus antinataliste à la plus nataliste. La quatrième et dernière section proposera une stratégie indirecte pour faire face à l'hiver démographique, se basant sur l'idée que natalité et éducation sont les deux faces d'une même pièce.

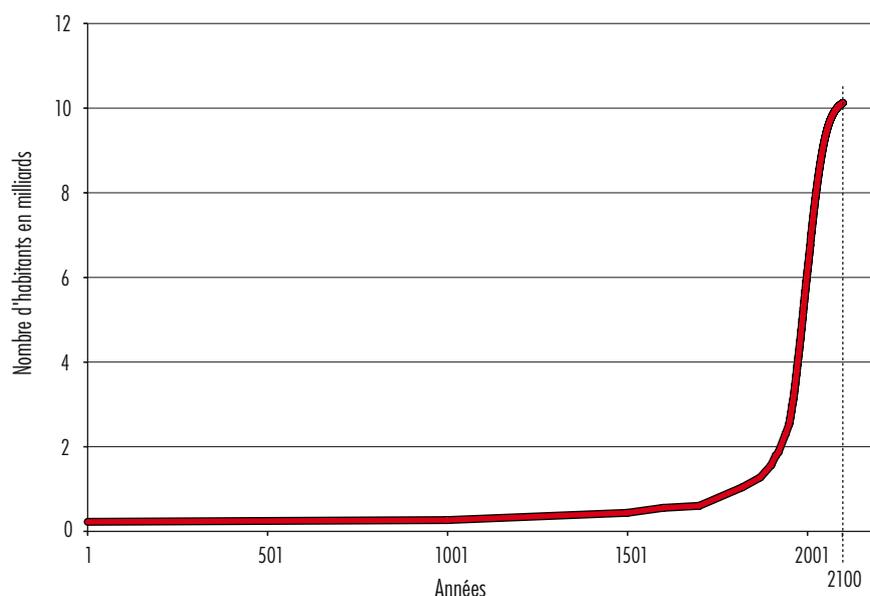
¹ L'auteur remercie Axel Gossier et Yolande Timsonet pour leurs commentaires sur une version préliminaire de ce texte.

1. Les faits

Comme le montre la Figure 1, la population terrestre a crû exponentiellement au cours du dernier millénaire.² Le vingtième siècle, à lui seul, a vu cette population passer de 1,6 à 6 milliards d'habitants. L'accroissement accéléré des derniers siècles est concomitant avec le processus de développement économique qui a suivi la révolution industrielle, apparue elle-même juste après le changement de paradigme du siècle des Lumières (recul de la tyrannie et de la superstition,³ développement et implémentation des sciences et techniques⁴).

Le processus de développement initié en Europe Occidentale s'est répandu au reste du monde, notamment par la transmission internationale des avancées technologiques. Il s'accompagne toujours de ce que l'on appelle la transition démographique : abaissement de la mortalité dans un premier temps, suivi ensuite par une chute de la fécondité. La même chronologie s'observe pratiquement dans tous les pays du monde, seul la vitesse de la transition change. Pour les pays de l'Europe de l'ouest, il aura fallu deux siècles pour que ce processus arrive à son terme, depuis les premières baisses de mortalité autour de 1800, jusqu'à atteindre une fécondité proche ou en dessous du seuil de remplacement (autour de 2,1 enfants par femme). Pour d'autres pays, le processus fut beaucoup plus rapide, tels que Taiwan ou la Corée du Sud. On s'attend à ce que les pays d'Afrique sub-saharienne accomplissent leur transition démographique au cours du 21^{ème} siècle. Les moteurs sous-jacents à la baisse de fécondité sont encore débattus, mais sont liés à l'augmentation du niveau d'éducation, en particulier de celui des femmes, et du niveau de vie.

Figure 1. La population du monde de l'an 1 à l'an 2100



Les projections démographiques les plus récentes indiquent que la population terrestre culminera vraisemblablement vers la fin de ce siècle autour de 10 milliards d'habitants (voir Figure 1). Pour certains pays, la baisse de la population a déjà commencé et est rapide et importante (Russie, Japon). C'est ce que certains appellent l'hiver démographique : une situation combinant vieillissement accéléré et baisse de la population.

² Pour les données avant 2000, Maddison, <http://www.ggdc.net/MADDISON/oriindex.htm>. Pour les prévisions : World Population Prospects, The 2010 Revision.

³ Le vibrant tableau dressé par Condorcet (1795) est très illustratif de ce propos.

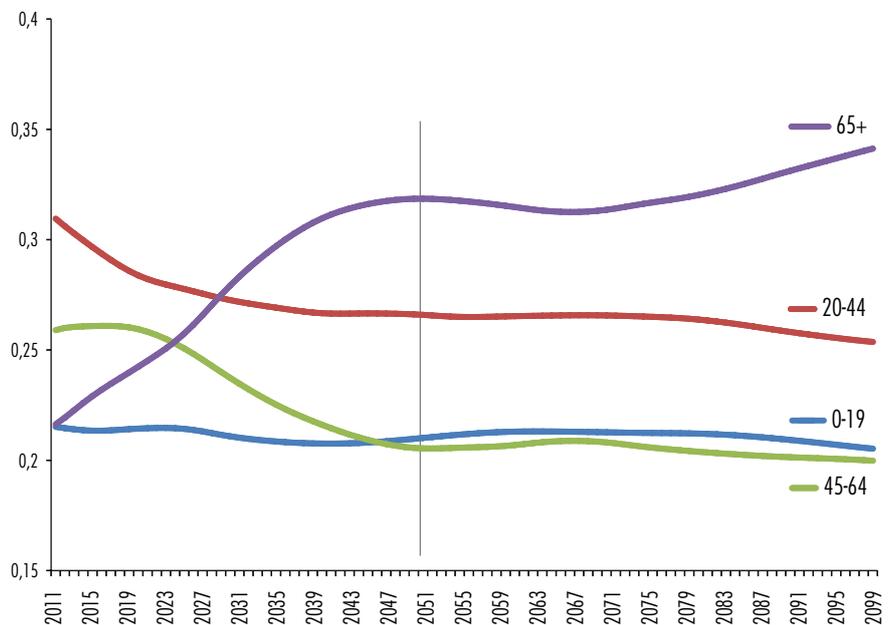
⁴ Pour un traité récent sur le rôle des Lumières comme moteur de la révolution industrielle, voir Mokyr (2009).

... Les faits

Cet arrêt dans la croissance de la population s'accompagne d'une modification de sa structure par âge, c'est le problème bien connu du vieillissement. Dans le scénario moyen de l'ONU, l'âge médian sur terre passe de 29,2 années en 2010 à 41,9 années en 2100. Tandis que pour la Belgique, il passerait de 41,2 à 44 ans.

Le vieillissement de la population se mesure en considérant la part des différents groupes d'âges dans la population. La Figure 2 représente ces différentes parts en Belgique telles que prévues par les Nations Unies jusque 2100. On y voit que le futur se divise en deux périodes différentes. Jusque 2050, les différentes parts se modifient, avec une baisse des groupes 20-44 et 45-64 au profit du groupe 65+. Ce vieillissement relativement rapide est une conséquence de la fin du baby-boom des années 1950-60, et du passage progressif à la retraite des enfants engendrés à cette époque. Après 2050, la composition de la population se stabilise, le vieillissement est achevé, mis à part un léger accroissement de la part des 65+ lié à l'augmentation possible de l'espérance de vie. Par la suite, je ferai référence à la période 2012-2050 comme une période de transition, et à la période 2051-2100 comme étant le long terme.

Figure 2. Composition de la population belge par âge (en % de la population totale)



2. Ce que la théorie économique dit de l'effet de la population sur le niveau de vie

Avant de discuter l'intérêt de développer l'une ou l'autre politique pour faire face à ces changements majeurs, il y a lieu de s'instruire des conclusions de la théorie économique quant à l'effet de la population sur le niveau de vie. Dans ce but, il est essentiel de bien distinguer l'effet du taux de croissance de la population de l'effet du niveau de la population.

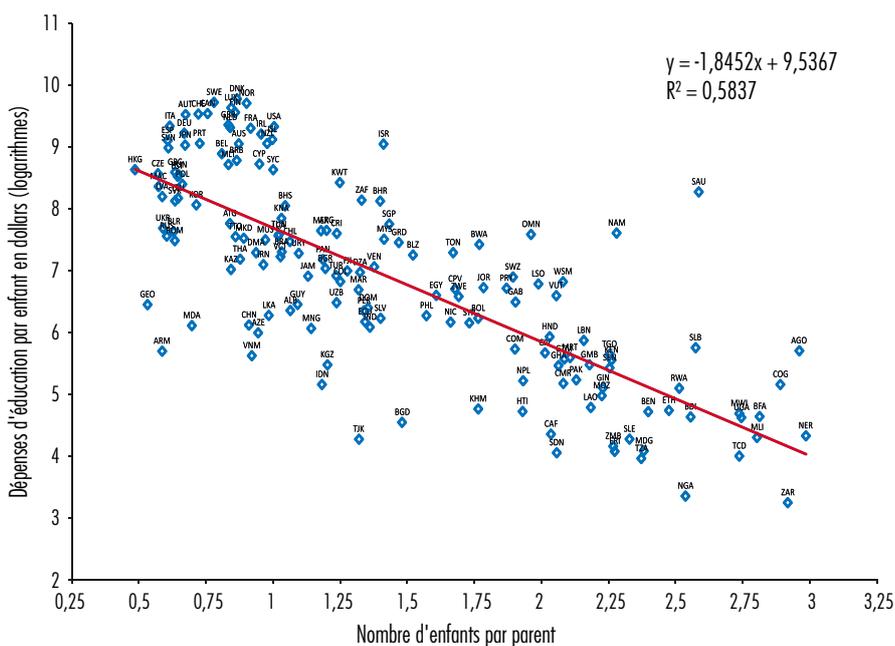
Concernant le *taux de croissance* de la population, la théorie est pratiquement unanime pour prédire qu'une baisse de celui-ci aura un effet positif sur le niveau de vie. C'est vrai dans toute approche inspirée des travaux de Malthus (1809), mais également dans la plupart des cadres théoriques plus modernes. Chez Malthus, tout progrès (technologique ou autre) voit son effet positif sur le niveau de vie réduit à néant par l'accroissement de la population qu'il permet. Améliorer le niveau de vie passe nécessairement par une politique drastique de contrôle des naissances. Dans les modèles de croissance néo-classiques développés dans les années 1960, c'est le progrès technique qui permet l'accumulation du capital et la croissance du niveau

... Ce que la théorie économique dit de l'effet de la population sur le niveau de vie

de vie; toutefois, une population augmentant rapidement rend cette accumulation plus difficile, car la croissance du nombre de travailleurs freine la progression de l'intensité capitaliste (le rapport machines/travailleurs). Une population en augmentation rapide «dilue» la progression du stock de capital. Donc, dans le cadre néo-classique, la croissance de la population déprime également le niveau de vie, même si c'est de manière moins drastique que dans le modèle de Malthus. Enfin, dans les modèles de croissance endogène où le capital humain est le moteur du progrès, la croissance de la population est elle aussi un frein : un grand nombre de jeunes dans l'économie réduit l'investissement en éducation et en santé par jeune. Ceci provient d'une contrainte budgétaire simple, vraie au niveau de la famille comme de la société : plus il y a de bénéficiaires (d'enfants), moins les dépenses par enfant peuvent-elles être généreuses.

Cette contrainte budgétaire implique un arbitrage entre «quantité» et «qualité» des enfants.⁵ Par qualité, la littérature entend essentiellement éducation et santé. La quantité est simplement le nombre d'enfants survivants, c'est-à-dire la fécondité nette de la mortalité infantile. La Figure 3 montre cet arbitrage au niveau international. Chaque point représente pour un pays la combinaison entre quantité (nombre d'enfants survivants par parent) et qualité (dépenses en dollars d'éducation par enfant).⁶ Outre chaque pays, je représente sur la figure la droite de régression qui indique la meilleure⁷ relation linéaire possible entre ces deux variables.⁸ En comparant deux pays qui se trouvent sur la droite de régression, on réalise

Figure 3. Dépenses d'éducation et fécondité de par le monde, 2000



⁵ La terminologie de quantité et qualité des enfants vient de l'article initial de Becker et Lewis (1973) sur la question. En français, le terme 'qualité' des enfants peut choquer le lecteur non averti. Renommer 'qualité' en 'capacité' traduirait mieux l'aspect capital humain auquel le terme qualité réfère.

⁶ Les données viennent des *World Development Indicators* de la Banque mondiale pour les années 1998-2002. Pour calculer le nombre d'enfants par parents, on multiplie le taux de fécondité par le taux de survie des enfants et on divise le tout par 2 [*Fertility rate, total (births per woman) * (1 - Mortality rate, infant (per 1,000 live births) / 1,000) / 2*]. Pour calculer les dépenses d'éducation par enfant, on utilise le pourcentage du revenu national dépensé en éducation que l'on ajuste pour le nombre d'enfants dans la population [*Adjusted savings: education expenditure (% of GNI) * GNI per capita, PPP (current international \$) / Population ages 15-64 (% of total) / (1 - Population ages 15-64 (% of total) - Population ages 65 and above (% of total))*].

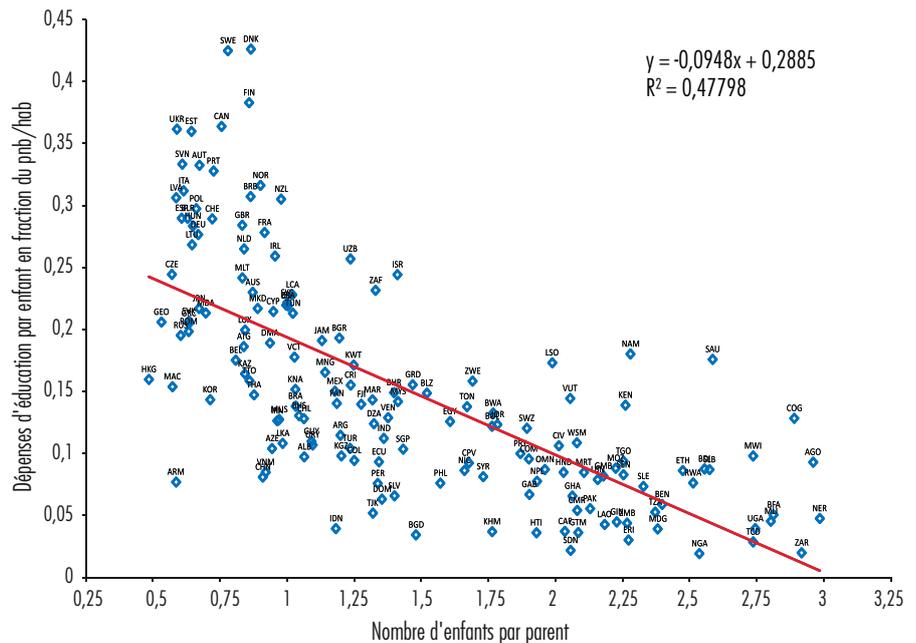
⁷ Au sens où la somme des carrés des écarts entre chaque point et la droite est minimisée.

⁸ Notons que c'est la présence de pays à forte natalité qui permet d'identifier la relation négative entre les deux variables.

... Ce que la théorie économique dit de l'effet de la population sur le niveau de vie

combien cette relation est forte : l'Égypte a 1,6 enfant par parents (fécondité de 3,2), et dépense en éducation 734 dollars par an et par enfant (6,6 en logarithme). Le Sénégal a 2,25 enfants par parent et dépense en éducation 227 dollars par an et par enfant. La différence de dépenses entre ces pays est toutefois amplifiée par la différence de PNB (revenu) par habitant. Corrigeons à présent pour ces différences de niveau de développement. La Figure 4 représente les dépenses d'éducation par enfant comme une fraction du PNB (revenu) par travailleur (population âgée de 15 à 64 ans). Nous obtenons maintenant 12,5 % pour l'Égypte et 8,28 % pour le Sénégal. Donc, avoir en moyenne 2,25 enfants au lieu de 1,6 va de pair⁹ avec une baisse des dépenses par enfant de 12,5 % du revenu à 8,28 % du revenu.

Figure 4. Dépenses d'éducation relatives et fécondité de par le monde, 2000



Donc, les trois principales approches étudiant le long terme de l'économie sont unanimes pour conclure en faveur d'un effet positif de la baisse de la natalité sur le niveau de vie. Le seul bémol que je puisse apporter provient de l'étude des conséquences de cette baisse en matière de pyramide des âges. Une faible natalité conduit à terme à un vieillissement de la population. La proportion de personnes âgées dans l'économie sera plus grande, accroissant les besoins en matière de retraite et de soins de santé. Les travailleurs eux aussi seront en moyenne plus vieux, leurs compétences moyennes plus obsolètes, et leur productivité plus basse.

Néanmoins, plusieurs points positifs méritent d'être signalés. Tout d'abord, un vieillissement de la force de travail n'entraîne pas nécessairement une baisse de productivité. Au contraire, une force de travail vieillissante peut engranger des gains de productivité par un phénomène d'apprentissage au cours de la vie (*learning-by-doing*); selon Malmberg, Lindh et Halvarsson (2008), une augmentation de l'âge moyen de 40 à 41 ans des travailleurs dans l'industrie suédoise accroît la productivité moyenne de 4 à 5 pourcents. Ensuite, selon les estimations habituelles, le coût pour l'Etat du vieillissement estimé pour les pays développés à politique inchangée est de l'ordre de 6 % du PNB¹⁰, ce qui est à la fois beaucoup

⁹ Il s'agit bien ici d'une corrélation et non d'une causalité, le choix du nombre d'enfants et des dépenses d'éducation étant vraisemblablement des décisions liées entre elles.

¹⁰ Ce coût couvre essentiellement les volets pensions et soins de santé. Voir par exemple le premier numéro de *Regards économiques* (de la Croix et Mahieu, 2002).

... Ce que la théorie économique dit de l'effet de la population sur le niveau de vie

s'il fallait le financer de suite, mais supportable car échelonné sur une vingtaine d'années. Enfin, ce coût peut toujours être réduit en accroissant le taux d'activité des travailleurs âgés.

Lee et Mason (2010) évaluent le poids relatif de tous les effets mentionnés ici. Ils concluent que les effets positifs de la baisse de la natalité sur l'accumulation de capital physique (via l'effet de dilution mentionné plus haut) et du capital humain (via les investissements en «qualité») vont prévaloir sur l'effet négatif de l'accroissement du taux de dépendance¹¹, du moins à long terme. Je voudrais néanmoins appeler à la prudence pour le moyen terme. Les effets de capital humain mettent du temps à générer leurs bénéfices, et le vieillissement dans certains pays développés est rapide. C'est pour cette raison que nous allons considérer différentes politiques dans les Sections 3 et 4, qui visent à amoindrir le coût de la transition.

Abordons maintenant la question du *niveau* de la population, ou, pour un espace donné, de sa densité. Pour être complet, traitons d'abord la question d'une faible densité de la population. Il est bien documenté que lorsque la densité de population est faible, la transmission des connaissances et des idées est difficile. Un cas d'école est celui de la Tasmanie, qui, lorsqu'elle s'est subitement vue coupée du continent australien par un bras de mer il y a 10.000 ans, a connu une régression technologique importante.¹² Lorsqu'une connaissance précise ne repose plus que sur un seul homme, le risque de la voir disparaître avant qu'elle ne soit transmise est grand. Ce mécanisme fonctionne dans les deux sens. Il est probable que l'accroissement de la population terrestre au cours du dernier millénaire soit à la base des progrès technologiques engrangés durant cette période : les interactions entre personnes et les échanges d'idées augmentent exponentiellement avec la taille de la population. C'est en tout cas un mécanisme à la base des récentes théories de croissance dites «unifiées» (Galor, 2010).

Une trop faible densité de population pose aussi le problème de la couverture des coûts fixes de certaines infrastructures. Ceux qui vivent dans le monde rural n'ont pas besoin de grandes explications pour comprendre. Quand un village voit sa population diminuer, les risques pèsent sur l'école, le bureau de poste, etc.... A l'inverse, il est possible que l'accroissement historique de la densité de population ait facilité la création d'écoles et l'accumulation de capital humain (voir Boucek-kine, de la Croix et Peeters, 2008).

Une trop grande densité de population entraîne quant à elle les effets de congestion et d'empreinte écologique bien connus. A cet égard, le plafonnement de la population à partir du 22^{ème} siècle est plutôt une bonne nouvelle pour l'humanité. Reste à accommoder l'accroissement supplémentaire de l'ordre de deux à trois milliards d'individus au cours de ce siècle. On peut espérer que le progrès technique, au sens large, incluant l'adoption de nouveaux modes de vie, puisse être à même d'y faire face. L'importance du progrès est souvent sous-estimée par ses contemporains, comme par exemple dans les années 1960 et 1970 où nombreux avaient prédit une famine massive et imminente faisant suite à l'explosion de la population.¹³

Jusqu'à présent, j'ai développé les effets de la population sur le revenu par habitant, mais je ne me suis pas posé la question du niveau optimal de cette population. En ce qui concerne le taux optimal de croissance de la population qu'il y a lieu de maintenir sur le long terme, je ne pense pas faire de grosse erreur en disant qu'il est égal à zéro. Tout autre taux de croissance mènerait soit à une population infinie,

¹¹ Ratio entre l'effectif de la population qui dépend des autres (typiquement les moins de 20 ans et les plus de 65 ans) et l'effectif de la population qui peut les prendre en charge (typiquement les 20-65 ans).

¹² Exemple détaillé dans Ridley (2010), p.78 et suivantes.

¹³ Pour une histoire du pessimisme après 1900, voir Ridley (2010), chapitre 9.

... *Ce que la théorie économique dit de l'effet de la population sur le niveau de vie*

si le taux est positif, soit à une extinction programmée, si celui-ci est négatif.¹⁴ La question plus difficile est celle de la taille optimale de la population sur terre. Pour certains courants de pensées, remontant au moins aux physiocrates, la vraie richesse ne consiste que dans la population (Mirabeau, 1756). De nos jours, ceux qui ont tenté de répondre à cette question en utilisant les outils de la philosophie analytique se heurtent à une série de difficultés, telles que la définition de ce qu'est une vie qui vaille la peine d'être vécue, ou de la valeur à attribuer à une personne qui ne serait pas née. Pour illustrer ces difficultés, considérons deux mondes possibles avec des populations de tailles différentes. Quand on se demande «pour quelle population de référence la taille de la population est-elle optimale ?», on comprend immédiatement qu'il est difficile de répondre à cette question du point de vue de la portion de la population qui n'existe que dans l'un des deux mondes envisagés. Car cela a-t-il du sens de demander si une personne qui n'existe pas préférerait exister ? Le mot de la fin est probablement donné par le philosophe Gustaf Arrhenius (2000). Celui-ci définit une série de principes minimaux (axiomes) qu'une règle de détermination de la population optimale devrait satisfaire. Il montre ensuite que toute règle viole nécessairement un de ces principes. Il s'agit donc d'un théorème d'impossibilité.

3. Les politiques natalistes et antinatalistes

Même si, d'après ce que nous avons dit dans la section précédente, l'effet à long terme de la baisse de la population est globalement positif, il n'en reste pas moins vrai qu'elle peut générer une transition délicate, et qu'une action politique peut s'avérer bénéfique. De tout temps, diverses politiques ont été mises en œuvre afin d'influencer le niveau ou le taux de croissance de la population. Certaines affectent directement l'activité de procréation ou la mortalité, d'autres jouent davantage sur les incitants. Quelques jalons majeurs sont décrits ci-dessous, en organisant l'exposé de la politique la plus antinataliste à la plus pronataliste. Le lecteur se rendra compte par lui-même que certaines d'entre elles ne sont de toute évidence pas moralement acceptables.

Certaines sociétés polynésiennes préhistoriques étaient particulièrement conscientes de l'impact de la population sur l'environnement. Le fait d'occuper un espace géographique bien délimité et pas trop grand, comme une petite île, facilite la prise de conscience environnementale. Des mesures radicales étaient implémentées : infanticides, rejet à la mer d'une partie des jeunes de la communauté, etc. (Kirch, 1997). Plus proche de nous, le génocide rwandais revêt différentes dimensions dont, selon certains auteurs, un aspect de contrôle de la population malthusien : selon André et Platteau (1998) les événements de 1994 ont fourni une occasion unique de régler des comptes ou de remanier les propriétés même parmi les villageois hutus. [...] Cette affirmation est soutenue par des enquêtes de terrain avant et après le génocide identifiant les catégories de population qui furent particulièrement touchées par celui-ci.

La politique de l'enfant unique en Chine implémentée depuis 1978 consiste à pénaliser très lourdement les parents qui auraient plus d'un enfant (deux dans les campagnes). Elle s'est avérée très efficace, mais également très coercitive pour ceux qui aspirent à un grand nombre d'enfants. On peut voir cette politique comme un moyen d'accélérer une transition démographique de toute façon inévitable et d'engranger les bénéfices de cette transition plus rapidement.

La politique la plus largement menée depuis des décennies est la promotion de la

¹⁴ Il existe un courant prônant l'extinction volontaire. Le curieux peut aller voir le site du «Voluntary Human Extinction Movement» : <http://www.vhemt.org/>.

... Les politiques natalistes et antinatalistes

contraception dans les pays en développement. Sans compter les tenants d'une stricte application de la doctrine de l'église catholique pour qui la contraception non naturelle est illégitime, voire criminelle¹⁵ il y a un consensus pour approuver ces politiques qui élargissent l'ensemble de choix des ménages et les rendent davantage maîtres de leur vie¹⁶. J'apporte toutefois un bémol. Il ne faut pas tout attendre des politiques de planning familial. Les très haut taux de fécondité observés en Afrique sub-saharienne ne proviennent que pour un faible part d'une incapacité à contrôler les naissances. Pour beaucoup de ménages, il est opportun d'avoir un grand nombre de d'enfants (soit par norme sociale, soit parce que leur coût d'opportunité est bas, soit enfin parce que leur retour attendu est élevé via par exemple le travail agricole). L'écart entre fécondité observée et voulue n'est, en moyenne, que de l'ordre de 10 %, selon Pritchett (1994).¹⁷

Du côté des politiques natalistes, différents incitants sont mis en place dans les pays développés. Les allocations familiales datent du temps où il était important d'aligner plus de soldats sur le champ de bataille que le pays voisin. Le système d'impôt en France qui divise le revenu imposable en fonction du nombre d'enfants, incite particulièrement les ménages aisés à avoir des enfants. Les systèmes très développés de crèches et la longueur des congés de maternité dans les pays scandinaves expliquent vraisemblablement pourquoi la fécondité dans ces pays reste relativement élevée malgré que le taux de participation des femmes au marché du travail soit l'égal de celui des hommes (voir Datta Gupta *et al.* 2008). Toutes ces politiques sont justifiées aujourd'hui en termes de solidarité entre ceux qui ont des enfants et ceux qui n'en n'ont pas plutôt que par un fondement nataliste. Il n'est pas aisé de mesurer leurs effets sur la natalité, mais les études disponibles montrent que ceux-ci sont faibles (voir la revue de la littérature par Gauthier, 2007). Cela dit, même un effet démographique faible peut avoir des conséquences importantes à long terme, parce ce que la démographie est cumulative par nature, et le faible effet initial croît exponentiellement au cours du temps. Mais si la question qui nous préoccupe est de faire face au vieillissement de la première moitié du 21^{ème} siècle, renforcer ces incitants aurait un effet trop faible à cet horizon, et viendrait donc trop tard. En outre, toute politique nataliste risque d'engendrer un effet secondaire : diminuer l'investissement dans la qualité des enfants.¹⁸

Au-delà des incitants, il y a le discours nataliste. Le plus connu chez nous est celui de l'église romaine. L'objectif n'est sans doute pas d'accroître la population en soi, mais correspond à une vision de l'homme. L'efficacité de ce discours est de moins en moins grande au fur et à mesure que la population gagne des espaces de liberté privés par rapport à ce qui leur est dicté. Par contre, dans certains pays en développement, comme les Philippines, on peut légitimement se demander quel est l'effet du discours nataliste sur le développement. Son grand danger : promouvoir la fécondité peut s'effectuer au détriment de l'éducation. Promouvoir le nombre plutôt que la qualité. Rappelons que, selon la Figure 4, un enfant de plus par couple va de pair avec une diminution des dépenses d'éducation de 5 % du revenu moyen. Le grand retard de développement pris par les Philippines par rapport à

¹⁵ Le règle (canon) de l'église prévoit que qui procure un avortement, si l'effet s'en suit, encourt l'excommunication *latae sententiae* (c'est-à-dire encourue du fait même de la commission du délit, sans requérir une décision d'une quelconque autorité). Selon Schooyans (2006), «Les médecins chrétiens prescripteurs de pilules devraient être les premiers à se demander si ce canon ne les concerne pas».

¹⁶ A part certaines dérives réelles justement dénoncées, telles les campagnes de stérilisation, voir Pearce (2010), chapitre 7.

¹⁷ Pour comprendre ce résultat, il faut réaliser qu'une absence de contraception peut générer une chronologie des naissances qui n'est pas celle voulue par le ménage, sans toutefois impliquer que le nombre total d'enfants nés d'un ménage soit supérieur au nombre souhaité. Par exemple, pour les Philippines en 1998, 18 % des naissances étaient non souhaitées, mais 27 % des naissances auraient été souhaitées plus tard (selon Costello et Casterline, 2002).

¹⁸ De la Croix et Gosseries (2009) formulent d'une manière générale les effets des politiques natalistes et antinatalistes sur l'éducation et les inégalités sociales.

... Les politiques natalistes et antinatalistes

certaines voisins, tels la Corée du Sud ou Taiwan, trouve-t-il sa racine dans la promotion d'un natalisme aveugle ? La question reste pour le moment ouverte.

A l'extrême, nous trouvons les mesures prônées par les groupements de l'extrême droite européenne, qui sont davantage pour défendre le poids relatif de la «race blanche» dans le monde, que pour augmenter la population globale. Dans le manifeste de Breivik (2011), on trouve une panoplie d'alternatives, p.1181 et suivantes, telles que l'interdiction faite aux femmes de suivre des études supérieures ou, alternativement, la location de ventres dans les pays pauvres afin d'épargner aux femmes blanches le coût d'opportunité de porter des enfants. En outre, l'Etat pourrait s'occuper de ces enfants, dans un gigantesque pensionnat dont les règles de fonctionnement sont décrites dans le manifeste en question. Même si les auteurs de tels manifestes ont compris certains mécanismes incitatifs, les schémas proposés requièrent tous une bonne dose de coercition, parfaitement incompatible avec nos valeurs démocratiques.

En résumé, les politiques de population vraiment efficaces rapidement sont souvent moralement inacceptables. Il ne faut pas attendre un grand effet sur la natalité des autres mesures, tels le planning familial et les incitants fiscaux, qui par ailleurs poursuivent d'autres buts légitimes : *empowerment* et solidarité.

4. La mobilité sociale et internationale

Pour faire face à la période de vieillissement accéléré dans la phase de transition, il existe une stratégie indirecte. Comme mentionné plus haut, natalité et éducation sont les deux faces d'une même pièce, de par la contrainte budgétaire qui les lie. Soutenir l'éducation est facilité par une natalité en baisse.

L'éducation revêt toute son importance lorsque l'on considère la fécondité différentielle par niveau social : Il est bien documenté de nos jours que les mères moins éduquées et plus pauvres ont davantage d'enfants que les mères éduquées et riches. Cette fécondité différentielle est un fait qui se vérifie au sein de chaque pays, et aussi, et surtout, entre pays. Pour les économistes, ce différentiel provient de ce que le manque à gagner pendant la période où il faut s'occuper des enfants est plus grand pour une mère qui a potentiellement un travail bien rémunéré que pour une mère ayant un emploi non qualifié. Les sociologues, quant à eux, souligneraient davantage des aspects culturels et de normes. Quoi qu'il en soit, lorsque la mobilité sociale est faible, voire nulle, la fécondité différentielle accroît la proportion de pauvres dans la société et déprime l'accumulation de capital humain, puisque la société se compose de plus en plus d'adultes ayant grandi dans un milieu défavorisé. Promouvoir la mobilité sociale est donc essentielle dans ce cadre, afin qu'un grand nombre de ces enfants accèdent à un capital humain élevé. Notre point est d'insister sur le fait que ces politiques de mobilité sociale sont d'autant plus faisables que le nombre moyen d'enfants est faible.

A la suite d'Easterly (2006), sachant que l'éducation ne se décide pas par décret, je pense qu'il est important de développer les incitants personnels à l'éducation. Cet objectif sera atteint en renforçant certains principes connus depuis longtemps, mais difficilement appliqués ou applicables, tels que veiller à ce que ceux qui sont au même niveau de formation aient les mêmes chances d'obtenir tel ou tel poste ou de développer telle ou telle activité, ceci sans tenir compte de leur milieu social. L'éducation doit permettre d'augmenter les *opportunités* auxquelles ont accès les individus, c'est bien pour cela que les parents et la société investissent dans l'éducation.

Outre les politiques qui visent à améliorer la mobilité sociale, promouvoir la mobilité internationale devrait être le deuxième cheval de bataille pour faire face aux défis démographiques. La mobilité géographique et la mobilité sociale vont de pair. Si l'objectif social est de permettre aux individus de pouvoir accéder à un

... La mobilité sociale et internationale

maximum d'opportunités, où qu'elles se trouvent, alors l'égalité des chances implique la liberté de circulation (voir Dumitru, 2009).

En général, à court terme, une entrée d'immigrants jeunes permet de maintenir une pyramide des âges plus équilibrée et de rendre la phase de transition moins abrupte. Outre cet aspect bien connu, la mobilité recouvre deux autres éléments : (a) la mobilité des personnes qualifiées accroît leurs opportunités, et (b) permettre la libre circulation des moins qualifiés engendrerait des gains énormes d'efficacité au niveau mondial. En ce qui concerne les plus qualifiés, la mobilité ouvre des perspectives professionnelles supplémentaires, qui peuvent encourager ces personnes à investir davantage dans leur formation. En termes techniques, la libre mobilité accroît le rendement de l'investissement en capital humain. A propos des moins qualifiés, plusieurs économistes renommés tels Dani Rodrik ou Lant Pritchett ont démontré qu'un relâchement des restrictions migratoires générerait des gains économiques incommensurablement plus importants que la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux. Donc, insister sur la mobilité des personnes plutôt que sur celle des seuls capitaux et des biens est essentiel. Toutefois, la réalisation d'une telle allocation optimale du travail dans le monde nécessiterait d'immenses migrations des pays pauvres vers les pays riches. Elle nécessiterait aussi un mécanisme compensatoire des perdants éventuels, tels que les travailleurs natifs non-qualifiés qui sont les plus en concurrence avec les migrants. Dans une telle perspective, De la Croix et Docquier (2010) proposent un système mondial de compensation des perdants.

Finalement, outre la mobilité sociale et la mobilité internationale, rendre les hommes et les femmes davantage égaux et substituables sur le marché du travail améliore le fonctionnement de celui-ci, ce qui est particulièrement nécessaire lorsque la population active varie rapidement. En prenant l'exemple du Japon, l'article récent dans *The Economist*¹⁹ souligne les gains qu'un pays avec une population active déclinante pourrait réaliser si les femmes étaient traitées à l'égal des hommes en matière professionnelle.

Ces propositions ne sont certes pas nouvelles. Le vieillissement de la population les rend néanmoins plus nécessaires que jamais, et, surtout, moins coûteuses que par le passé.

Conclusion

A très long terme, la stagnation et, sans doute, la baisse de la population mondiale est plutôt une bonne nouvelle. La transition peut toutefois être difficile. Des politiques natalistes dans les pays riches n'auraient un effet important qu'après de nombreuses décennies, le temps de cumuler au cours du temps la légère augmentation de fécondité qu'elles pourraient générer, et ne sont donc pas l'outil idéal pour faciliter la transition. Au contraire, augmenter les opportunités auxquelles ont accès les individus, par la mobilité sociale (éducation) et internationale, sont à même de faciliter cette transition. Ces propositions ne sont ni nouvelles ni originales. Elles deviennent néanmoins incontournables. La baisse de la natalité et le vieillissement de la population exigent d'améliorer les systèmes éducatifs et les marchés du travail mondiaux, mais permettent aussi de dégager des ressources pour s'y atteler.

David de la Croix est professeur d'économie à l'UCL (IRES et CORE).

David de la Croix

¹⁹ *Land of the wasted talent: Japanese firms face a demographic catastrophe. The solution is to treat women better*, 5 Novembre 2011.

Références

- André, Catherine, et Jean-Philippe Platteau, Land relations under unbearable stress: Rwanda caught in the Malthusian trap, *Journal of Economic Behavior & Organization*, 34, 1998.
- Arrhenius, Gustaf, An Impossibility Theorem for Welfarist Axiologies, *Economics and Philosophy*, 16, 2000.
- Becker, Gary et Gregg Lewis, On the Interaction between the Quantity and Quality of Children, *Journal of Political Economy*, 81, 1973.
- Boucekkine, Raouf, David De la Croix et Dominique Peeters, Disentangling the Demographic Determinants of the English Take-off: 1530-1860, *Population and Development Review Supplement*, Population Aging, Human Capital Accumulation, and Productivity Growth, Alexia Prskawetz, David E. Bloom, and Wolfgang Lutz (eds.), 126-148, 2008
- Breivik, Anders Behring, 2083 – A European Declaration of Independence, mimeo, London, 2011.
- Condorcet, Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marquis de, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, Agasse, Paris, An III, 1795.
- Costello, Marilou et John Casterline, Fertility Decline in the Philippines: Current Status, Future Prospects, in *Completing the Fertility Transition*, 529-538, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2002.
- Datta Gupta, Nabanita, Nina Smith et Mette Verner, The impact of Nordic countries' family friendly policies on employment, wages, and children, *Review of Economics of the Household*, 6, 2008.
- De la Croix, David et Frédéric Docquier, Migration des travailleurs pauvres : une vision mondiale, *Regards Croisés sur l'Economie*, 8, 2010.
- De la Croix, David et Axel Gosseries, Population Policy through Tradable Procreation Entitlements, *International Economic Review*, 50, 507-542, 2009.
- De la Croix, David et Géraldine Mahieu, Les générations futures : un souci pour la politique budgétaire ?, *Regards Economiques*, 1, 2002.
- Dumitru, Speranta, L'éthique du débat sur la fuite des cerveaux, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 25, 119-135, 2009.
- Easterly, William, *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?*, Editions d'Organisation, 2006.
- Galor, Oded, *Unified Growth Theory*, Princeton University Press, 2011.
- Gauthier, Anne, The impact of family policies on fertility in industrialized countries: a review of the literature, *Population Research and Policy Review*, 26, 2007.
- Kirch, Patrick, Microcosmic histories: Island perspective on "global change", *American Anthropologist*, 99, 1997.
- Lee, Ronald et Andrew Mason, Some Macroeconomic Aspects of Global Population Aging, *Demography*, 47, 151-172, 2010.
- Malmberg, Bo, Thomas Lindh et Max Halvarsson, Productivity Consequences of Workforce Aging: Stagnation or Horndal Effect?, *Population and Development Review Supplement*, Population Aging, Human Capital Accumulation, and Productivity Growth, Alexia Prskawetz, David E. Bloom, and Wolfgang Lutz (eds.), 238-256, 2008.
- Malthus, Thomas, *Essai sur le Principe de Population, Ou Exposé Des Effets Passés et Présents de L'Action de Cette Cause Sur le Bonheur du Genre Humain*;

Suivi de Quelques Recherches Relatives à L'espérance de Guérir ou D'adoucir les Maux Qu'elle Entraîne, Paschoud, Paris et Genève, 1809.

Mirabeau, Victor Riqueti de, *L'Ami des hommes ou Traité sur la population*, Avignon, 1758.

Mokyr, Joel, *The Enlightened Economy, An Economic History of Britain 1700-1850*, Yale, 2009.

Pearce, Fred, *The Coming Population Crash: and Our Planet's Surprising Future*, Beacon Press, Boston MA, 2010.

Pritchett, Lant, Desired Fertility and the Impact of Population Policies, *Population and Development Review*, 20, 1994.

Ridley, Matt, *The Rational Optimist, How Prosperity Evolves*, Fourth Estate, London, 2010.

Schooyans, Michel, *Le terrorisme à visage humain*, Ed François-Xavier de Guibert, 2006.

Directeur de la publication :
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,
Vincent Bodart, Thierry Bréchet,
Muriel Dejemeppe, Frédéric Docquier,
Jean Hindriks, Marthe Nyssens

Secrétariat & logistique : Anne Davister
Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve

<http://www.uclouvain.be/en-regards-economiques>

regard-ires@uclouvain.be

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013